

La force de paix de l'ONU muselée par Hassan II

EDITORIAL

SAHARA N° 878 du 14/11/1991

La mise en oeuvre du plan de paix des Nations Unies, au Sahara Occidental, a prévu l'organisation d'un référendum d'autodétermination pour le peuple sahraoui.

Malheureusement, les multiples obstacles dressés par le Maroc, hypothèquent gravement les conditions du déroulement d'un référendum libre, régulier et équitable.

Pourtant, seul le déroulement dans sa globalité et dans le respect des délais fixés du plan de paix, permettra au peuple sahraoui de bénéficier de toutes les garanties.

Il faut agir d'urgence pour un retour aux termes initiaux du plan de paix, sans faire aucune concession au roi du Maroc.

Les observateurs indépendants doivent avoir libre accès et libre déplacement au Sahara Occidental pour contrôler l'exécution du plan de paix.

Notre pays peut jouer un rôle très important.

Il est membre du Conseil de Sécurité, et il jouit d'un prestige conséquent dans le Maghreb.

F. Jacob

17^e Conférence Les résolutions

Voici les principaux extraits des résolutions de cette 17^e Conférence européenne :

La Conférence se déclare « gravement préoccupée par les multiples obstacles dressés par le Maroc qui hypothèquent lourdement les chances réelles et les espoirs de voir se dérouler un référendum libre, régulier et vérifiable ».

Elle appelle le Conseil de Sécurité et le secrétaire général des Nations unies « à agir d'urgence pour un retour sans délais aux termes initiaux du plan de paix et ce, sans aucune concession au gouvernement du Maroc. (...) Soutient de permettre à la Communauté internationale d'observer la mise en œuvre du plan de paix dans toutes les phases de son exécution, elle demande à M. Perez, de Quellar, et à son représentant au Sahara occidental, M. Johannes Manz, d'autoriser le libre accès et d'y faciliter les libres déplacements aux observateurs indépendants et à la presse ».

La Conférence demande encore que le Maroc « fournisse d'urgence des nouvelles des 800 disparus sahraouis, des personnes sahraouies qu'il dit avoir libérées » et « qu'il cesse les violations des Droits de l'Homme et la répression à l'égard des populations sahraouies vivant en territoires occupés ».

Réaffirmant sa « totale solidarité avec le peuple sahraoui et le Front Polisario », elle annonce d'ores et déjà la 18^e Conférence pour les 16, 17 et 18 octobre 1992, à El Ayun, au Sahara Occidental.

DES ASSOCIATIONS EUROPEENNES APPELLENT L'ONU A "SAUVER" LE PLAN DE PAIX AU SAHARA OCCIDENTAL

GENEVE, 12 nov (AFP) - Des associations de neuf pays européens, dont la Fondation France-Libertés, réunies mardi à Genève, ont lancé un "appel urgent" au Conseil de sécurité des Nations Unies pour qu'il "sauve" le plan de paix de l'ONU prévoyant un référendum d'autodétermination au Sahara occidental au début de l'an prochain.

Se disant "très préoccupée par les violations des Droits de l'Homme", la Réunion européenne pour un référendum libre et régulier au Sahara occidental "appelle le Conseil de sécurité à exiger du Maroc la libération de tous les disparus Sahraouis" et "l'arrêt des déplacements de populations du Maroc" sur le territoire.

Ces Collectifs de vigilance, réunis au Conseil oecuménique des Eglises (COE), craignent un "référendum à huis-clos" et affirment que "le crédit de l'ONU est en jeu". Ils devaient être reçus mardi par les missions américaine et soviétique auprès de l'ONU à Genève.

L'avocat suisse Laurent Moutinot a reproché au Maroc de multiplier les obstacles à l'organisation de ce référendum qui devrait avoir lieu en janvier 1992, selon le calendrier du plan de paix approuvé par l'ONU, en avril 1991, puis par le Maroc et le Front POLISARIO.

Selon lui, le Maroc empêche le déploiement normal sur place de la mission de l'ONU (MINURSO) que dirige le diplomate suisse Johannes Manz. Rabat propose aussi une liste électorale doublant celle issue du recensement espagnol de 1974 et "fait pression" sur les Saharouis par l'entrée de milliers de Marocains sur le territoire, a-t-il ajouté.

Un troisième obstacle, selon Me Moutinot, réside dans "la répression" sur le territoire. Un maire des îles Canaries, voisin du Sahara, M. Carmelo Ramirez, a assuré qu'il n'y avait pas de liberté de réunion ni de contacts possibles avec les étrangers au Sahara.

La Réunion européenne regroupe des organisations de France, Espagne, Allemagne, Autriche, Belgique, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas et Suisse.

LA MINURSO DISPOSE DE PRES DE MILLE OBSERVATEURS SUR LE TERRAIN

SAHARA N° 877 du 31/10/1991

RABAT, 22 oct (AFP) - La Mission des Nations Unies chargée du référendum au Sahara occidental (MINURSO) comptait mardi 979 observateurs militaires et civils de 48 nationalités répartis en divers points du territoire depuis le 6 septembre, date de la proclamation du cessez-le-feu, a rapporté mardi l'agence de presse marocaine (MAP), précisant que la mission dispose pour ces équipes de 143 véhicules "équipés en moyens de transmission".

La MINURSO devrait compter un total de 2.700 personnes lors du référendum sur l'autodétermination de l'ancienne colonie espagnole, prévu au début de l'année prochaine.

Conférence européenne de soutien aux Sahraouis Un «cri de révolte» poussé du Mans



14 Octobre 1991

La 17^e conférence européenne de soutien aux Sahraouis aura été, sans conteste, le temps fort du week-end mançais. Elle marque un pas de plus dans le processus de reconnaissance internationale qui semble désormais irrémédiable.

Quand le maire d'une grande ville dit texto : « Je ne suis qu'un cri de révolte », quand un ancien ministre - député européen - monte à la tribune à côté des militants, quand la télévision française programme un film sur la lutte des femmes sahraouies, c'est que le désert n'a pas dit son dernier mot contre le roi du Maroc.

L'émotion sincère de Robert Jarry et l'engagement de Jean-Pierre Cot (de passage au Mans) sont deux images à retenir parmi tant d'autres.

Pendant trois jours, la « 17^e Conférence européenne de la coordination du soutien au peuple sahraoui » a certainement fait avancer les choses. Les « résolutions » rédigées et votées par les représentants d'organisations non gouvernementales en sont un exemple. Elles sont venues conclure des

heures et des heures de travaux et d'échanges entre les comités des villes jumelées et ceux des pays d'Europe qui étaient treize à table (1).

Armes françaises

Voici où en sont les choses. Annexé par le Maroc en novembre 1975 à la suite du retrait des Espagnols, le Sahara Occidental n'a eu de cesse, depuis, de manifester sa volonté d'indépendance. Si quelque 70 Etats ont reconnu, jusqu'à présent la République arabe sahraouie démocratique (R.A.S.D.), la France et la plupart des pays de la C.E.E. n'en font pas partie. Notre pays est le principal fournisseur d'armes du régime d'Hassan II qui poursuit ses offensives et ses brimades envers les Sahraouis. Lesquels - il est vrai - ont fait montre d'une résistance peu commune, à

l'image de celle d'Afghanistan.

Ayant reconnu, en 1979, « le droit des Sahraouis à l'autodétermination », la France s'est donné bonne conscience en attendant de voir. L'opinion publique prend aujourd'hui conscience de la nature du régime marocain, notamment grâce à des auteurs engagés comme Perrault ou Diouri.

Enfin, M^{me} Danièle Mitterrand est à l'initiative - avec France-Libertés - d'un « Collectif de vigilance » qui se propose de surveiller le bon déroulement du référendum prévu en janvier.

Un drame de 15 ans

Un référendum qu'on appréhende beaucoup dans les rangs des militants de ce week-end mançais. « Hassan II tente une dénégation du plan de paix de l'O.N.U. en effectuant des transferts administratifs de population du sud-marocain vers le Sahara » explique Philippe Riché (Amis de la R.A.S.D.). « Il a ainsi établi une liste électorale supplémentaire de 120.000 noms en prétextant qu'il s'agit de ressortissant sahraouis. Il espère par là freiner le processus

Charles A. Hoots : un Américain, témoigne

Moment fort lors de la séance plénière de la conférence dimanche matin lorsqu'un jeune journaliste US du Business Week Charles A. Hoots est venu au micro témoigner de ce qu'il avait vécu lors d'un tout récent séjour au Sahara occidental dans les territoires occupés par le Maroc : « J'ai éprouvé durant toute la durée de mon séjour la très désagréable impression d'être suivi et épié par les forces de sécurité marocaines. La situation n'est pas nette » affirme Charles Hoots qui raconte ce qu'est la ville de Smara « quasiment déserte. Lorsque je

rencontrais des gens sur les trottoirs et que je m'approchais d'eux pour leur parler ils fuyaient ou se sentaient très gênés, parfois apeurés ». Pour avoir été en conversation avec un jeune homme sahraoui, Charles Hoots rapporte que les forces de sécurité sont venues l'interpeller : « Pourquoi vous a-t-il parlé ? Que vous a-t-il dit ? » ont interrogé les policiers. « Ce n'était pas un problème pour moi » précise Hoots « mais beaucoup plus pour le jeune homme qui m'avait adressé la parole. J'ai eu peur pour lui ».

du référendum qui ne concerne, en fait, que 73 000 inscrits » (2).

Auteur d'une remarquable chronologie du drame sahraoui depuis 15 ans, il se dit aujourd'hui « modérément op-

timiste mais vigilant... Il faut maintenir la pression de l'information, le Maroc y est très sensible ».

Henri BOILLLOT.

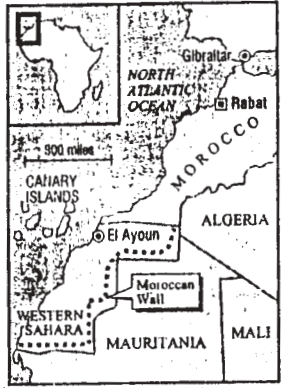
(1) Allemagne, Autriche, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Portugal, Suisse

(2) Pour une population de 400.000 Saharouis, 160.000 dans les camps.

UN officials 'worked against Polisario'

Friday 15 November 1991

From Leonard Doyle in New York



AN internationally organised referendum due to take place in Western Sahara in January is being stymied by mismanagement and questionable practices by senior UN officials sympathetic to the Moroccan case, an investigation by *The Independent* found.

Confidential computer diskettes showing the identities of people whom the Polisario guerrilla movement says are dead have allegedly been provided to the Moroccan side and there are fears that people claiming their identity, along with tens of thousands of other Moroccans, will show up to vote in the territory in January.

Serious questions have been raised about the role of senior officials in the UN negotiation team and about the political judgement of Johannes Manz, the Swiss former protocol officer in charge of the operation.

Diplomats and UN sources claim that a senior UN official provided confidential census lists to the Moroccan government. Polisario officials say military information was also handed over. Senior UN officials are believed to have been swayed by Morocco to change the rules for the referendum in a way that may put Polisario at a disadvantage. Questions have been raised about links between a key UN negotiator and

the Moroccan Royal Palace. It has been further alleged that a senior UN official in New York attempted on several occasions and eventually succeeded in handing confidential information to Morocco which was given to the UN by Polisario to help identify those eligible to vote. *The Independent* has obtained copies of internal UN documents expressing concern about the named official's attempts to take confidential computer diskettes to Morocco last summer. The official succeeded in handing over the diskettes despite the objections of other UN officials, according to senior diplomatic sources. The official did not answer enquiries this week about these allegations.

Under the UN plan, expected to cost \$200m (£113m), some 2,700 election monitors, military observers and guards are to supervise the referendum. It will give the people of the former Spanish colony of Western Sahara the choice between independence and full integration with Morocco. Britain is providing 15 military officers as observers who are already on the ground and \$8m in aid for the operation, known as Minurso after

its Spanish acronym. A census taken by Spain in 1974 is supposed to provide the benchmark for the referendum, but Morocco wants to change the eligibility rules so that the children of those who left the desert decades ago are allowed to vote. This will skew the outcome in Morocco's favour and ensure that the territory never becomes independent, diplomats fear. Polisario and Algeria reject the proposed changes.

Morocco is not co-operating with the UN, according to diplomatic and UN sources, and has refused to allow the full deployment of the Minurso force until it is sat-

isfied with the criteria for the referendum. No journalists have been allowed to accompany the advance team of 250 or so UN officials and peacekeepers.

The Western Sahara issue may be affected by the election of the next Secretary-General, and Mr Perez de Cuellar is said to be apprehensive that an African Secretary-General - say, Bernard Chidzero of Zimbabwe - could set back the peace process, since the Organisation of African Unity recognises Polisario's claims to statehood.

Mr Perez de Cuellar may be bending under pressure from the King of Morocco to change the criteria which determine who may vote in the referendum. Mr Perez de Cuellar has not yet protested against King Hassan's recent announcement that he was sending 170,000 Moroccans into Western Sahara before the vote, an act in clear violation of the peace plan drafted after months of careful negotiation by the five permanent members of the Security Council.

"This is potentially a serious failure in a major UN peacekeeping operation and it must cast a shadow over the reputation of the Secretary-General as he leaves office," a diplomat familiar with the allegations of misconduct in the UN operation said this week.

Documentaire. « Gouilli, dis-moi ma sœur ».

Peuple essentiellement nomade, les Sahraouis, dont les parcours traditionnels couvraient le Sahara occidental et les zones frontalières, ont subi pendant des décennies l'invasion étrangère. Après quatre-vingts ans de colonisation, l'Espagne se retira en 1976 des territoires du Sahara occidental. Le Maroc et la Mauritanie, au mépris des conventions internationales, envahirent le pays. Le front Polisario, expression de la résistance sahraouie, dépassant ses propres conflits tribaux, a mené la lutte contre le colonisateur espagnol, puis a réussi à tenir en échec le Maroc. Celui-ci dut construire plusieurs murs dans le désert pour conserver le contrôle des mines de phosphates, richesse très convoitée. L'autodétermination du pays, promise il y a quinze ans par l'Espagne, est aujourd'hui un nouveau à l'ordre du jour.

● Dans l'émission « Traverses » à 23 h 30, sur FR3 le 30 octobre.

Le Figaro 30/10/91

Conférence européenne de soutien aux Sahraouis

L'aide pacifique et les inquiétudes

Les participants à la conférence européenne ont eu leur pensée accaparée par les difficultés d'organisation du référendum. En toile de fond, s'inscrivent l'organisation du transfert des populations et la régularité du référendum.

Rendez-vous à El Ayun

La résolution finale de cette conférence est un véritable cri d'alarme et un appel pathétique. Les responsables et les représentants de tous les pays participants en appellent au Conseil de sécurité pour que tout soit fait afin que le Maroc se conforme en tous points au plan de paix de l'organisation des Nations unies: « qui a su prendre en d'autres circonstances les mesures nécessaires au respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Le Maroc est invité à fournir d'urgence des nouvelles de huit cents disparus sahraouis et à faire cesser la répression dans les territoires occupés. Une résolution qui s'achève sur une note résolument optimiste: « Sauf événement exceptionnel qui conduirait à la convocation d'une réunion de coordination extraordinaire, la 18^e conférence européenne aura lieu à El Ayun, au Sahara occidental les 16, 17 et 18 octobre 1992 ».

Martin GIOVACCHINI.

Ouest-France
14 octobre 1991

Le défilé des différents animateurs des commissions au cours de la séance plénière a permis de mieux cerner les besoins des Sahraouis: immenses et divers.

Non seulement les familles qui vivent dans les campements du sud de Tindouf souffrent de manque de produits essentiels mais, il faut d'ores et déjà, songer à organiser les transferts de ces populations exilées vers leur territoire en vue de leur participation au référendum. L'enjeu politique passe par l'accomplissement de ces besoins. Les intervenants ont insisté: il faut faire vite! Parce que ces aides ne vont pas tomber d'elles-mêmes, qu'elles deviennent cruciales. Les enfants souffrent de carences en vitamines, l'agriculture, l'école, ont besoin de formation et de matériels, la santé est confrontée aux problèmes des bombardements et des déplacements de population...

Il faut par ailleurs prendre de vitesse les manœuvres marocaines qui visent à transférer des populations destinées à être comptabilisées pour ce référendum et à exercer des pressions sur les populations du Sahara occidental.

Espionnage marocain au Parlement européen

Pris la main dans la cantine

STRASBOURG
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Alerte à l'espionnage, mercredi 9 octobre, à Strasbourg, dans les locaux du Parlement européen. Une collaboratrice de la parlementaire social-démocrate allemande, M^{me} Barbara Simons, a surpris l'attaché de l'ambassade du Maroc à Paris en train de plonger la main dans une de ces fameuses cantines qui suivent les députés dans leurs pérégrinations entre Bruxelles, Luxembourg et la capitale alsacienne. Le diplomate marocain avait déjà saisi un échange de lettres entre M^{me} Simons et le secrétaire général de l'ONU au sujet de la situation au Sahara occidental.

Niant les faits, l'attaché d'ambassade a été relâché ainsi que son complice qui faisait partie d'une délégation de dix personnes admise dans l'enceinte du Parlement pour représenter l'opposition marocaine, alors que M. Abraham Serfaty, récemment libéré et expulsé du Maroc, se trouvait, ce jour-là, au Palais de l'Europe... La présidence du Parlement va protester auprès du gouvernement de Rabat.

M. S.

Le Monde

14.10.91

Des prisonniers sahraouis libérés par Hassan II racontent l'horreur Maroc: à l'ombre des bagnes

LA TRIBUNE DE GENÈVE / LUNDI 28 OCTOBRE 1991

Quatre cents prisonniers sahraouis ont retrouvé cet été une liberté surveillée. Témoignages édifiants d'hommes échappés de l'antichambre de la mort.

Sahara occidental indépendant ou rattaché au Maroc? Tel est l'enjeu du référendum censé se dérouler sous le contrôle de l'ONU, en janvier prochain dans l'ancien territoire espagnol. Le processus du scrutin d'autodétermination est lancé depuis le 6 septembre dernier, date de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu et de l'arrivée des premiers casques bleus. Mais la bataille de la manipulation des chiffres (nombre d'électeurs autorisés à voter) et de l'opinion publique a commencé bien plus tôt. Notamment avec la libération, en juin, de 400 prisonniers sahraouis qui ont l'interdiction de parler sous peine de mort. Le journaliste Didier Schmutz et le photographe Hughes de Wursterberger ont réussi à contourner l'interdiction. (ré)

Notre ami le roi

« Ce 4 juillet 1990, dans l'enceinte du bordj de Kalaat M'Gouna, les Sahraouis survivants attendent que la mort vienne les prendre. » Extrait de « Notre ami le roi », de Gilles Perrault.

Un an plus tard, presque jour pour jour, quatre cents disparus sont rendus à leur famille. Sous la pression internationale et face à l'échéance du référendum, Hassan II a cédé. Pour faire meilleure figure. Mais son régime a tellement mauvaise mine que le roi ne peut les laisser raconter. Il les libère en les enfermant d'une autre manière.

Qu'importe les risques, les anciens disparus témoignent, la peur au ventre, sursautant au moindre bruit. « L'ONU doit savoir. La communauté internationale doit savoir », disent-ils. « Nous ne sommes pas libres mais toujours en danger de mort, à la merci des forces de l'ordre qui nous menacent quotidiennement. Nous et nos familles. Autant retourner en prison! »

Mort. Menaces. Menaces de mort. Des mots qui reviennent sans cesse. Dans la nuit qui protège nos rencontres, l'angoisse se lit sur les visages. Certains n'osent pas, ou plutôt ne peuvent pas parler, ils se contentent d'acquiescer lorsque le récit de leurs compagnons sombre dans l'horreur. Depuis le pavé de Gilles Perrault, un coin de voile s'est levé sur la dictature hassanienne; avec le témoignage des Sahraouis rescapés des camps de la mort c'est tout un pan de ce régime sanguinaire qui devrait s'effondrer.

Personne n'est épargné

Elle montre la photo d'un jeune gars, donne son nom. « Lui, il est mort durant la première semaine de détention. Nous

avons été pris en même temps. Il a résisté aux tortures pendant plus de 48 heures. Ensuite, ils lui ont perforé les reins en le frappant sauvagement avec un bâton muni de grands clous. Il est mort dans des souffrances atroces, après une lente agonie. On aurait achevé un chien. » Elle sort une seconde photo. « Cette vieille femme avait 63 ans lorsqu'elle a été arrêtée, le 4 avril 1984. On ne sait pas pourquoi, elle vivait tranquille, sans idées politiques, dans la région d'Agadir. Elle est morte en mars 1985. »

Jeunes, vieux. Les vagues d'arrestations n'épargnent aucun Sahraoui. Pas même les enfants, pas même les femmes enceintes.

« C'était toujours des hommes qui nous torturaient mais je n'ai pas connaissance de viol parmi les femmes emprisonnées avec moi; des brimades, un harcèlement continu, oui. Par contre, les futures mères ne résistaient pas à l'une des tortures favorites des Marocains. Suspendues, entravées dans une position qui rappelle celle d'un poulet rôti, elles perdaient leur fœtus sous les coups... Je ne peux pas décrire cette situation. Horrible. »

Bal question-torture

Elle se tait. Lourd silence. A peine troublé par le liquide en ébullition dans la petite théière. Dans le groupe qui l'entoure, personne ne bouge, tous sont cloués sur place par le rappel de ce cauchemar. Elle poursuit. « Pour certaines

pratiques, comme l'électricité, nous étions déshabillées puis liées sur une table. Les tortionnaires mettaient les fils sous les ongles, aux oreilles, par ailleurs... Aux hommes, ils arrachaient parfois les ongles. Pendant l'enquête des inspecteurs masqués menaient l'interrogatoire. Qui sont les sympathisants du Polisario? Où se cachent-ils? Y a-t-il des cellules organisées? Entre les questions, la torture.

Le chien connaissait son métier

Les policiers s'acharnaient sur les familles des Sahraouis qui ont rejoint le Front en Algérie. Le bal question-torture a duré un mois. Un mois pendant lequel il a fallu survivre avec un peu d'eau et quelques miettes. C'est tout. Pas de soins, malgré les blessures dues « au traitement ». Pas de couverture non plus. Nous couchions à même le ciment dans une cellule humide de trois mètres sur trois. Neuf mètres carrés pour dix

femmes entassées dans des conditions d'hygiène effroyables.

« Il y avait des parasites et des poux partout. Jusque dans les yeux, sous le bandeau qui nous a aveuglé pendant plus de trois ans. Interdiction de l'enlever sous peine des pires châtiments. Les gardiens n'utilisaient pas les mêmes méthodes que les inspecteurs. Eux préféraient laisser faire le travail à un animal. Ils nous enfermaient dans un cachot trop petit pour que nous puissions nous débattre; et ils lâchaient un chien pollicier. »

Elle soulève sa malafya (le voile traditionnel des femmes sahraouies), relève un coin de sa chemise. Des pustules de chair rouge, de la taille d'une petite noisette montrent que le chien connaissait son métier. Sur les quelque 70 disparus de ce groupe, quatre ne résisteront pas. Le cinquième est mort peu après la libération: « Ce n'était qu'un squelette rongé par la tuberculose. »

Didier SCHMUTZ

Grains de sable

● Jean-Pierre Cot, ministre (démocratique) de la Coopération de 1981 à 1982, député européen: « L'autodétermination est une cause juste. Nous ne séparons pas les Droits de l'Homme, les Droits des peuples et le Développement. (...) Surtout, que l'année prochaine, ce soit la fête, cher Mohamed I (Sidati, ministre sahraoui de l'Information - N.D.L.R.). »

● Robert Jarry, maire du Mans: « Bientôt, on devrait voir un nouveau pays sur la carte. Je souhaite que, l'an prochain, vous teniez votre conférence dans un pays où on com-

mençera à construire le bonheur de tout un peuple. »

● Philippe Riché (Amis de la R.A.S.D.): « Le Sahara occidental renferme 10 milliards de tonnes de réserve de phosphate, ce qui représente 15 % des réserves mondiales... Pas étonnant qu'il soit l'objet de telles convoitises. »

● Mohamed Sidati, ministre de l'Information de la R.A.S.D.: « Le jumelage Le Mans-Haouza dessine un peu les contours de ce que peuvent être les rapports futurs de notre pays avec le vôtre. »